

Élection présidentielle : Fabien Roussel désigné candidat à 72% par les communistes

37.620 communistes à jour de leurs cotisations et ayant adhéré au PCF il y a plus de trois mois étaient appelés à se prononcer du 3 au 6 septembre sur la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027. Ce vote interne est le résultat d'un grand processus démocratique engagé depuis plusieurs mois marqués par trois votes, du Conseil national et du 40e Congrès qui ont proposé une candidature communiste à l'élection présidentielle, et de la Conférence nationale qui a décidé de soumettre la candidature de Fabien Roussel aux adhérentes et adhérents.

24 112 des électrices et électeurs inscrit·es ont voté, soit 64,09 % des inscrit·es, ce qui constitue une forte participation. Il y a eu 150 bulletins blancs ou nuls, et 23 962 suffrages exprimés.

Trois possibilités de vote étaient soumises aux communistes, pour, contre et abstention.

- ⇒ **17.267 ont voté pour (72,06% - 79,19% dans les Landes)**
- ⇒ **5.271 ont voté contre (22% - 15,53% dans les Landes)**
- ⇒ **1.424 se sont abstenus (5,94% - 5,28% dans les Landes)**

En application de ses statuts, le PCF propose donc la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027.

Avec la candidature de Fabien Roussel, les communistes entendent porter un projet pour la France répondant aux attentes du monde du travail et de la création, le construire avec les travailleuses et travailleurs, pour renforcer la gauche et la rendre majoritaire, contribuant ainsi à battre la droite et l'extrême droite à la présidentielle et aux élections législatives.

Tous les communistes sont maintenant invités à s'engager et à participer à cette campagne, à créer des comités de campagne, à s'organiser partout, dans les villes, les villages, les entreprises pour faire gagner notre projet et notre ambition pour la République.

Rassemblons-nous, mobilisons toutes les intelligences, dans notre parti et bien au-delà, pour permettre au plus grand nombre de nos concitoyennes et concitoyens de participer à cette campagne.

Nous donnons rendez-vous à nos concitoyennes et concitoyens à la Fête de l'Humanité pour trois jours de débats et de concerts qui seront marqués par un premier meeting de notre candidat Fabien Roussel samedi 12 septembre à 17h40 sur la grande scène. ■



RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2563 – Jeudi 10 septembre 2026

La Fête de l'Huma, c'est ce week-end !



La Fête de l'Humanité aura lieu ce week-end sur le site de l'ancienne BA217, au Plessis-Pâté.

Plusieurs milliers de personnes sont attendues pour ce grand rendez-vous populaire, festif, culturel et politique.

Depuis ce dimanche 6 septembre, les premiers amis et camarades de l'équipe de monteurs sont arrivés sur place. Ils sont déjà à pied d'œuvre pour préparer le stand de l'**Auberge landaise** et faire en sorte que tout soit prêt à temps.

Dans une ambiance à la fois studieuse et fraternelle, chacun met la main à la pâte pour aménager, installer et organiser le stand.

L'objectif est de pouvoir accueillir dans les meilleures conditions tous les camarades et amis qui viendront participer aux différentes tâches durant la Fête. Mais surtout, il s'agit de préparer un accueil chaleureux aux milliers de visiteurs qui passeront par l'Auberge landaise.

Les journées sont bien remplies, mais la bonne humeur et la solidarité sont au rendez-vous !

Encore quelques jours de travail, et le site prendra pleinement les couleurs de la Fête de l'Huma. Rendez-vous ce week-end au Plessis-Pâté pour partager ensemble ces moments de fête, de rencontres et de fraternité ! ■



Le semi-remorque a été chargé la semaine dernière

Présidentielle 2027 : le MJCF s'engage pour une candidature communiste

Réuni en Conseil national élargi les 29 et 30 août, le Mouvement jeunes communistes de France a décidé de s'engager pleinement pour la candidature communiste portée par Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027.

Cette élection intervient dans un pays profondément fragilisé : la précarité progresse, l'accès à l'emploi et à l'autonomie devient plus difficile et les services publics s'affaiblissent. Face au dérèglement climatique, à la montée des tensions impérialistes et au déclin, la jeunesse, en quête de sens, doute de sa capacité à construire un avenir meilleur. Cette situation n'est pas une fatalité. Elle résulte de décennies de politiques au service du capital, qui ont sacrifié notre industrie, nos formations et nos droits. La présidentielle doit permettre à la jeunesse de reprendre la main, de s'organiser et de conquérir les moyens de transformer le pays.

Planifier pour permettre à la jeunesse de transformer le pays

La jeunesse aspire à participer aux transformations sociales et écologiques et à construire son avenir par son travail. Elle se heurte pourtant au chômage, à la précarité et à un système de formation et de production qui ne répond ni à ses aspirations ni aux besoins du pays.

La France doit retrouver la maîtrise de sa production, développer son industrie, créer massivement des emplois utiles, qualifiés et correctement rémunérés, ainsi que les formations nécessaires dans les secteurs stratégiques. Au service des besoins de la population et de la transition écologique, cette réindustrialisation doit s'appuyer sur la planification démocratique, de nouveaux droits pour les travailleuses et les travailleurs et la nationalisation des secteurs essentiels.

Celles et ceux qui produisent les richesses doivent décider de leur utilisation. La jeunesse pourra ainsi se former, travailler et construire pleinement la société de demain.

Conquérir notre droit à la dignité

Entrer dans la vie adulte ne doit plus signifier subir la précarité. Chaque jeune doit pouvoir choisir sa formation, accéder à un emploi stable, à un salaire garantissant son autonomie et à des services publics de qualité.

Face aux inégalités de classe, au sexisme, au racisme et aux discours qui cherchent à nous diviser, nous portons l'ambition d'une jeunesse unie autour de l'universalité des droits et d'une vie digne et émancipée. Dans les lycées, les universités, les centres de formation, les CFA et les entreprises, nous poursuivrons nos actions de solidarité et nos campagnes : recueil de témoignages sur Parcoursup, l'orientation et l'apprentissage, forums de l'orientation et lutte pour un véritable statut protecteur de l'apprenti.

Conquérir cette dignité exige de combattre toutes les dominations. Notre campagne sera résolument

féministe contre les violences sexistes et sexuelles, la précarisation des métiers féminisés et l'orientation genrée. Nous combattons avec la même détermination le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'homophobie et toutes les stratégies visant à diviser la jeunesse.

Faire reculer l'extrême droite ne passe ni par les postures morales ni par les appels abstraits au barrage, mais par la reconstruction d'une conscience et d'une solidarité de classe, autour de droits communs et d'une perspective politique capable de répondre au déclin.

Construire une génération internationaliste

Alors que la jeunesse subit l'austérité, la dégradation des services publics, la France consacre toujours davantage de ressources à la militarisation et à la guerre. Nous ferons de la paix, de la souveraineté et de la lutte contre l'impérialisme des enjeux concrets pour toute une génération.

Dans la campagne, nous porterons une politique de paix, de coopération entre les peuples. Nous défendrons la sortie de la France de l'OTAN et la rupture avec les logiques impérialistes comme avec les politiques d'austérité, de concurrence et de remise en cause des souverainetés populaires imposées par l'Union européenne. La France doit cesser de participer aux guerres de projection, aux ingérences et à la domination de peuples étrangers au service des intérêts de quelques grands groupes. La souveraineté ne doit pas être abandonnée aux nationalistes : elle doit permettre au peuple de décider démocratiquement de son avenir et de l'utilisation des richesses qu'il produit.

Faire entrer la jeunesse en campagne

Cette élection doit devenir un moment de politisation, de mobilisation et d'organisation de la jeunesse. Nous mènerons cette bataille avec les gestes qui font vivre le MJCF toute l'année.

Nous appellerons les jeunes à voter pour la candidature qui portera le projet du PCF et à rejoindre le MJCF pour agir dès maintenant. Notre ambition dépasse le seul résultat électoral : nous voulons faire progresser la conscience de classe, renforcer durablement l'organisation de la jeunesse et construire le rapport de force nécessaire à de nouvelles conquêtes sociales.

En 2027, la jeunesse ne doit pas être condamnée à choisir entre la poursuite des politiques libérales, l'impasse de la social-démocratie et le projet funèbre de l'extrême droite. Avec une candidature communiste, elle peut faire entendre ses besoins, ses colères et son aspiration à changer de société.

Nous appelons chaque jeune à prendre sa place dans cette campagne et à construire avec nous un avenir de dignité, de paix et d'émancipation. ■

Tom Landry
Rédacteur en chef de L'Avant-Garde
Journal du MJCF

Climat : planifier, protéger, produire autrement - marchons le 26 septembre !

Canicules meurtrières, incendies dévastateurs, sécheresses, récoltes frappées, biodiversité détruite : l'été que nous venons de vivre, marqué par un mois de juillet le plus chaud de l'histoire de notre pays, confirme brutalement l'accélération du dérèglement climatique.

Ses premières victimes sont celles et ceux qui disposent de moins de moyens pour se protéger : habitantes et habitants des quartiers populaires, personnes âgées ou en situation de handicap, familles vivant dans des logements mal isolés, travailleurs exposés aux fortes chaleurs, agriculteurs, personnes sans domicile. Les suppressions de moyens dans les services publics, la sécurité civile, la santé ou la protection des forêts aggravent encore les conséquences de cette crise.

L'aggravation du dérèglement climatique n'est pas une fatalité. Elle est le résultat d'un mode de production capitaliste qui soumet les choix industriels, énergétiques et agricoles à la rentabilité financière et laisse aux multinationales et aux marchés le pouvoir de décider de notre avenir.

Après la Journée internationale de la paix du 21 septembre, les marches du 26 septembre doivent également participer de la mobilisation pour une politique de paix.

Nous refusons que l'action climatique, les services publics et la solidarité internationale deviennent les variables d'ajustement d'une économie de guerre. Au moment où les moyens consacrés aux services publics, à l'adaptation climatique et aux collectivités sont réduits, l'actualisation de la loi de programmation militaire a ajouté 36 milliards d'euros aux dépenses militaires prévues d'ici à 2030. Ce choix traduit une priorité donnée à la course aux armements et à la préparation de nouvelles guerres.

Le Parti communiste français appelle ses organisations, ses élus, ses militantes et militants, et l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens à participer massivement aux marches organisées partout en France le samedi 26 septembre pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale.

Nous partageons l'exigence d'un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation. Avec son plan Empreinte 2050, le PCF propose une autre utilisation de l'argent et des capacités du pays : atteindre la neutralité carbone, réduire l'empreinte liée à nos importations et améliorer la vie du plus grand nombre.

Le PCF propose :

- ⇒ **un plan national d'adaptation, avec des moyens nouveaux pour les collectivités, la sécurité civile, les hôpitaux, les écoles, les EHPAD, l'Office national des forêts, la recherche et les services publics de l'eau ;**
- ⇒ **un grand service public de la rénovation énergétique, permettant la rénovation globale des logements avec un reste à charge nul pour les ménages modestes, ainsi que l'adaptation**

des bâtiments publics, des lieux de travail et des villes aux fortes chaleurs ;

- ⇒ **un pôle public des transports et du fret autour d'une SNCF réunifiée, le développement massif du ferroviaire et des transports collectifs, ainsi qu'une filière française de véhicules électriques légers et accessibles ;**
- ⇒ **un service public unifié de l'énergie reposant sur la maîtrise publique et sociale d'EDF, d'Engie et de TotalEnergies, afin de sortir des énergies fossiles et d'augmenter fortement la production d'électricité décarbonée grâce au développement conjoint du nucléaire et des énergies renouvelables ;**
- ⇒ **une nouvelle industrialisation répondant aux besoins humains et écologiques, accompagnée d'une sécurité d'emploi et de formation garantissant un emploi et une formation aux salarié·s au cours des transformations nécessaires ;**
- ⇒ **de nouveaux pouvoirs pour les salarié·es et les citoyen·nes sur les choix de production et l'utilisation de l'argent, s'appuyant sur un pôle public bancaire orientant le crédit vers les services publics, l'emploi, la recherche et la transformation écologique ;**
- ⇒ **une initiative internationale de la France pour la paix, le désarmement et la coopération climatique, avec des financements nouveaux et des transferts de technologies en faveur des pays les plus exposés au dérèglement climatique.**

Les profits des groupes fossiles et de l'industrie de l'armement doivent être taxés, les aides publiques soumises à des critères sociaux et écologiques et les grandes fortunes mises à contribution. Mais il faut aller plus loin : reprendre le pouvoir sur les banques, l'énergie et les grands choix industriels pour en finir avec les exigences de rentabilité du capital et planifier une politique à la hauteur des défis du XXI^e siècle.

L'écologie peut devenir une nouvelle conquête sociale : mieux se loger, mieux se déplacer, mieux se nourrir, travailler mieux et vivre en bonne santé dans un monde en paix. Elle sera populaire, démocratique et porteuse de progrès, ou elle échouera.

Le 26 septembre, marchons partout en France pour la justice climatique et sociale, pour la paix et pour reprendre collectivement le pouvoir sur notre avenir. ■

Association Mémoire de la Résistance et du Génocide des Enfants Juifs raflés dans les Landes

Cérémonie à la mémoire des enfants juifs victimes, du racisme, raflés dans les Landes et assassinés à Auschwitz à l'été 1942

**Mercredi 16 septembre à 18 h 30
Mémorial du Parc Jean Rameau
à Mont-de-Marsan**

Des jeunes de l'association Peyrouat Teenagers et des lycéens liront des textes-témoignages

Chacun(e) peut venir avec un bouquet ou une fleur qui seront déposés au pied du mémorial.

Un vin d'honneur sera servi à l'issue de la cérémonie

Une loi intégrale pour rendre effective une protection intégrale

Les violences faites aux femmes et aux enfants ne sont ni des faits divers, ni une succession de drames individuels. Elles révèlent un système qui, trop souvent encore, échoue à prévenir, entendre, enquêter, juger, protéger et réparer.

C'est tout le sens de la proposition de loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes et aux enfants, portée depuis plusieurs mois par une large coalition féministe et enfantiste, pleinement soutenue par le Parti communiste.

Le mot « intégrale » dit beaucoup de l'ambition politique. Parce que les violences ne se découpent pas selon nos organisations administratives, la réponse ne sera plus morcelée entre justice, santé, police, Éducation nationale, protection de l'enfance, hébergement ou accompagnement social.

Prévenir, repérer, recueillir la parole, enquêter, protéger et réparer doivent relever d'une même politique publique.

L'affaire Lyhanna a brutalement rappelé l'urgence. La revue nationale engagée après son meurtre a recensé plus de 85 000 plaintes concernant des violences sexuelles faites aux mineurs encore en cours de traitement. Derrière ces procédures, des enfants attendent des mois, parfois des années, que l'enquête avance.

La protection des enfants ne relève pas d'une promesse : c'est une obligation de l'État. Cette loi constitue une avancée majeure. Elle porte notamment l'exigence d'actes d'enquête minimaux avant tout classement sans suite, le renforcement de la prévention et de la formation, l'amélioration de l'accueil des victimes et une meilleure articulation des institutions. Cependant, une loi sans moyens est inachevée. Sans magistrats, enquêteur·rice·s, travailleurs sociaux, personnels de santé scolaire et professionnel·les en nombre suffisant, pas de protection effective.

Les droits n'existent réellement que lorsque les services publics sont en capacité de les garantir.

C'est ce que les commissions nationales Féminisme et droits des femmes et Protection de l'enfance ont porté ensemble lors d'un atelier dédié à la loi intégrale lors des universités d'été, à Toulouse.

Les mobilisations de juin, prolongées par la grande marche du 4 juillet, ont déjà fait bouger les lignes : sous la pression citoyenne, l'examen de la loi intégrale a été accéléré et inscrit à l'agenda parlementaire pour la rentrée.

Le 7 septembre sera une nouvelle étape de ce rapport de force.

Les communistes seront pleinement mobilisés, pour que le calendrier soit tenu, que le texte ne soit pas dénaturé par l'arbitrage budgétaire et que les moyens indispensables à son application soient au rendez-vous.

Une loi intégrale pour une protection intégrale. ■

MATCH ANTISOCIAL DU MEDEF

«C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches» citation de Victor HUGO (1802-1885) extraite de son roman «L'homme qui rit» publié en 1869. Sur le terrain de tennis de Roland-Garros, les patrons ont fait leur rentrée par les universités d'été du Medef. Le président Patrick Martin (né le 3/03/1960 à Lyon) PDG du groupe de distribution pour le bâtiment et l'industrie «Martin Belaysoud Expansion», président du Médef (Mouvement des entreprises de France) depuis 2023, a lancé la REF 2026 (Rencontre des entrepreneurs de France) avec pour mot d'ordre le «courage». Il a critiqué «explosion de la dette», «chômage des jeunes», «niveau des impôts», «manque de rigueur» et «report de la réforme des retraites». «Notre seuil de douleur est largement atteint», prétend-il en refusant que les entreprises soient considérées comme des «vaches à lait» au motif que leur poids électoral serait limité. Il prévient «Nous serons omniprésents dans le débat politique». A l'entendre, on se dit qu'il en faudrait «du courage» pour encaisser ce plan de rigueur qui toucherait l'ensemble des Français et que Patrick Martin appelle de ses vœux, avec hausse de la TVA, année blanche pour les prestations sociales, baisse du nombre de fonctionnaires, gel du point d'indice, durcissement de l'assurance chômage... Des efforts pour les autres, mais pas pour les entreprises. Le patron du Medef réclame la fin de la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises et la baisse des impôts de production. Il refuse de voir un jour la taxe Zucman (impôt de 2% sur le patrimoine des ultra riches), «ou l'un de ses avatars», être mise en place, car cela ne réglerait, selon lui, «en rien le déclassement de la France, bien au contraire». Les participants à ce raout patronal évoquent des impôts «trop élevés» et s'opposent à la hausse du SMIC si la gauche arrivait au pouvoir en 2027. Les participants échangent sur les bénéfices réalisés cette année et les photos des dernières vacances au bout du monde, tout en dénonçant le système de redistribution à la française. Mais ils se montrent plus discret sur le discours de Patrick Martin et ses prises de position sur le budget ou la future présidentielle. Ils se refusent à vouloir faire de la politique disent-ils. Au programme des débats, «Produire ou périr» avec l'ex-Première ministre Elisabeth Borne, Thibault Desmarest, le patron de GSK France, Ramon Fernandez, le directeur financier de CMA-CGM, David Amiel, ministre délégué aux Finances et aux Comptes publics et Maciej Witucki, président de BusinessEurope. L'occasion de parler «coût du travail», création d'un label «made in Europe» pour la commande publique, méfiance envers les États-Unis, mais surtout désignation de la Chine comme responsable de la disparition de notre industrie. GSK France a réalisé 1,09 milliard d'€ de chiffre d'affaires en 2025, contre 833 millions en 2024, de quoi rassurer! Pour sa part, Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies qui a réalisé au 1^{er} semestre, 5,8 milliards de dollars de bénéfice net, soit une hausse de 50% sur un an, propose de «baisser les impôts», «augmenter le temps de travail», «baisser les aides aux entreprises pour baisser les charges». Patrick Martin finit par rendre hommage aux pompiers qui se sont battus tout l'été contre les incendies, mais il réclame un plan de rigueur et une baisse des dépenses de l'État, quand ces mêmes soldats du feu alertent depuis des années sur leur manque de moyens. On retiendra l'empressement du député du RN, favorable à tout et au-delà des attentes du patronat avec la suppression du principe de précaution dans la Constitution «pour réduire les normes qui coûtent cher aux patrons», la fin du collège unique, l'apprentissage dès 14 ans, la refonte de l'enseignement supérieur pour faire des économies et le rattachement des lycées professionnels au ministère de l'Industrie, entre autres. On ne peut ignorer le Medef et le débat pour exprimer l'alternative. Que cau combatte (il faut combattre). ■